

Selon les Africains, les gouvernements n'en font pas suffisamment en faveur de la jeunesse

Dépêche No. 486¹ d'Afrobarometer | Gildfred Boateng Asiamah, Ousmane Djiby Sambou et Sadhiska Bhojedhur

Résumé

La satisfaction des besoins des jeunes – en matière d'éducation, d'emploi et de moyens de subsistance – est devenu une idée maîtresse des discussions politiques aux niveaux mondial et continental au cours de la dernière décennie. La Charte Africaine de la Jeunesse insiste sur les droits des jeunes à participer aux processus politiques et décisionnels et invite les États à les préparer en leur offrant les compétences nécessaires pour ce faire (Union Africaine, 2006). Les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies considèrent les jeunes comme des partenaires essentiels pour l'avènement de sociétés inclusives et pacifiques (Nations Unies, 2018). Plus d'un tiers des 169 cibles des ODD évoquent la jeunesse (PNUD, 2017).



Presque 60% de la population africaine est âgée de moins de 25 ans, ce qui représente d'énormes opportunités mais aussi des défis (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Le fait que 14% seulement des législateurs du continent sont âgés de moins de 40 ans met en évidence l'écart entre la voix des jeunes et l'importance de la jeunesse pour le progrès économique et social (Brookings, 2019). Les taux de chômage des jeunes sont deux fois plus élevés que ceux des adultes dans la plupart des pays africains, et 60% des chômeurs africains sont des jeunes (African Capacity Building Foundation, 2017). Près de la moitié des jeunes Africains ont envisagé d'émigrer – le plus souvent à la recherche d'un emploi (Sanny, Logan, & Gyimah-Boadi, 2019).

Les résultats des derniers sondages d'Afrobarometer dans 34 pays mettent en lumière les défis auxquels sont confrontés les jeunes Africains. Les jeunes citoyens estiment ne pas recevoir le soutien dont ils ont besoin de la part de leurs gouvernements – et leurs aînés sont du même avis. Les Africains plus jeunes ont fait des progrès considérables en termes de succès académiques, mais ils restent confrontés à d'énormes disparités en termes d'emplois rémunérés, de sorte que la création d'emplois est la question la plus cruciale à l'ordre du jour à leurs yeux. Si aussi bien les citoyens jeunes et les citoyens plus âgés sont favorables à des efforts plus énergiques de la part des gouvernements en faveur des jeunes, ils reprochent à leurs gouvernements leur incapacité à répondre à ces besoins.

Les Africains de tous âges semblent comprendre que si les jeunes souffrent et sont incapables de se créer des moyens de subsistance productifs, il ne s'agit pas seulement d'un « problème des jeunes » mais d'un « problème de la société ». Cependant, même si leurs aînés soutiennent un programme pro-jeunes, la jeunesse africaine pourrait davantage se faire écouter directement dans les processus d'élaboration des politiques (Kuwonu, 2017 ;

¹ Une version antérieure de cette dépêche, basée sur les données de 18 pays sondés avant que la pandémie de la COVID-19 n'oblige à la suspension des travaux de terrain du Round 8, a été publiée comme Dépêche d'Afrobarometer No. 418.

Resnick & Casale, 2011). Les jeunes Africains sont beaucoup moins susceptibles de voter que leurs compatriotes plus âgés, et ils sont également généralement moins engagés dans les processus politiques au quotidien. Les États africains ont été incapables de faire participer efficacement les jeunes à la gouvernance et aux processus décisionnels (Union Africaine, 2017), mais les jeunes eux-mêmes pourraient bien trouver des moyens – notamment en votant – de se faire entendre dans la conception des politiques et des programmes visant à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés.

Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Le réseau a réalisé huit rounds d'enquêtes dans quelques 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 couvrent 34 pays – 18 pays enquêtés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 enquêtés (après une suspension due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant et sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus, représentatifs à l'échelle nationale, avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays s'appuie sur les données de 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Les gouvernements et les entités internationales définissent la « jeunesse » de diverses manières. Cette dépêche utilise la tranche d'âge de 15-35 ans de l'Union Africaine (ajustée à la tranche d'âge des 18-35 ans, étant donné que les répondants aux sondages d'Afrobarometer doivent être âgés d'au moins 18 ans).

Résultats clés

- Comme leurs aînés, six sur 10 jeunes Africains (61% des 18-35 ans) estiment que leur pays va « dans la mauvaise direction ».
- Le chômage figure en tête de liste des problèmes les plus importants auxquels les jeunes Africains voudraient que leur gouvernement s'attaque, suivi par la santé, l'éducation, et les infrastructures. Les jeunes sont plus susceptibles que leurs aînés de donner la priorité de l'action gouvernementale au chômage et à l'éducation.
- Les jeunes Africains sont, en moyenne, plus instruits que leurs aînés. La majorité (62%) des 18-35 ans ont au moins un niveau d'études secondaires, contre 46% et 31%, respectivement, pour les tranches d'âge intermédiaire et supérieure. Si presque tous les jeunes de Maurice, de la Tunisie, d'Afrique du Sud, du Zimbabwe et du Gabon ont étudié, la majorité au Niger (60%) et presque la moitié des jeunes Burkinabè (46%), Maliens (45%) et Guinéens (44%) n'ont aucune éducation formelle.
- Les jeunes Africains sont également beaucoup plus susceptibles que leurs aînés d'être au chômage (34% des jeunes contre 22% des 36-55 ans et 12% des plus de 55 ans). Les taux de chômage rapportés par les jeunes répondants grimpent jusqu'à 56% au Lesotho et 53% au Libéria.
- Seule une minorité des Africains affirment que leur gouvernement satisfait bien aux besoins des jeunes (28%) et à la création d'emplois (21%) et répond aux besoins en

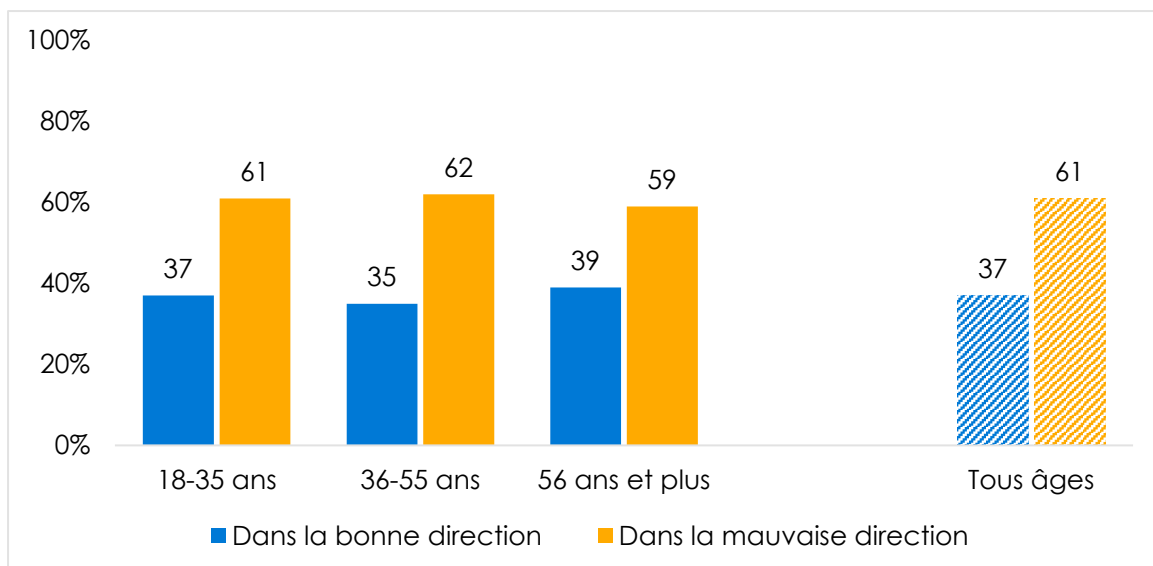
matière d'éducation (46%). Les répondants jeunes et plus âgés évaluent les performances du gouvernement de façon presque identique.

- Une grande majorité (59%) des Africains se disent prêts à payer plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes. C'est la position majoritaire dans tous les pays sondés à l'exception de l'Angola, du Bénin, du Botswana et de l'Ouganda.
- Si leur gouvernement pouvait augmenter ses dépenses pour aider les jeunes, la création d'emplois (mentionnée par 50% des personnes sondées) constituerait la toute première priorité des Africains en matière d'investissements supplémentaires. L'éducation vient loin en deuxième position (18%), suivie par la formation professionnelle (12%) et les prêts aux entreprises (12%). Les jeunes Africains sont d'accord avec leurs aînés sur ces priorités.
- Malgré les préoccupations liées aux besoins non satisfaits des jeunes, presque six sur 10 répondants (57%) – dont 54% de jeunes – affirment que pour que leur pays réussisse, « nous devrions écouter davantage la sagesse de nos aînés » plutôt que « les idées novatrices des jeunes ».
 - La Tunisie et le Maroc constituent des exceptions : 71% et 67% des citoyens, respectivement, estiment que les idées des jeunes devraient faire l'objet d'une plus grande attention.
- Les jeunes sont moins susceptibles de s'engager politiquement que les citoyens plus âgés. Les écarts les plus importants s'observent dans la forme la plus fondamentale d'expression et de participation : le vote. Mais ils sont également à la traîne en ce qui concerne d'autres types de participation communautaire et la prise de contact avec les dirigeants.

Le pays va dans la mauvaise direction

En moyenne, dans 34 pays, six jeunes Africains sur 10 (61% des 18-35 ans) déclarent que leur pays « va dans la mauvaise direction », tandis que 37% seulement pensent que leur pays « va dans la bonne direction ». Le sentiment que la situation évolue dans la mauvaise direction est partagé quasiment à égalité par toutes les tranches d'âge (Figure 1).

Figure 1 : Orientation générale du pays | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



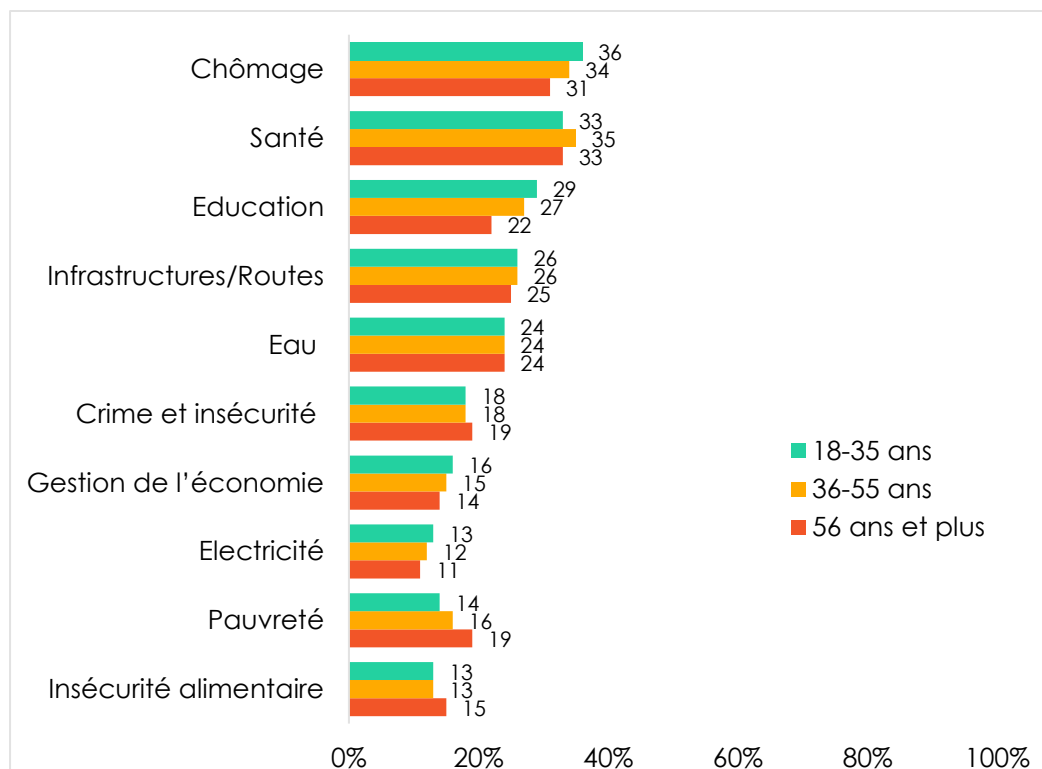
Question posée aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?

Problèmes les plus importants

À la question de savoir quels sont, selon eux, les problèmes nationaux les plus importants auxquels leur gouvernement devrait s'attaquer, les jeunes Africains mentionnent le plus souvent le chômage (36%) parmi leurs plus grandes priorités, suivi par la santé (33%), l'éducation (29%), les infrastructures/routes (26%), l'approvisionnement en eau (24%) et la criminalité/sécurité (18%) (Figure 2).

En moyenne, dans 34 pays, les jeunes sont quelque peu plus susceptibles que leurs aînés de citer le manque d'emplois parmi les trois principaux problèmes de leur pays. L'éducation est une priorité plus importante chez les jeunes (29%) que chez les répondants âgés de 56 ans et plus (22%), tandis que les plus vieux s'inquiètent plus de la pauvreté (19%, contre 14% des jeunes). Sinon, les priorités sont assez similaires pour toutes les tranches d'âge.

Figure 2 : Problèmes les plus importants | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



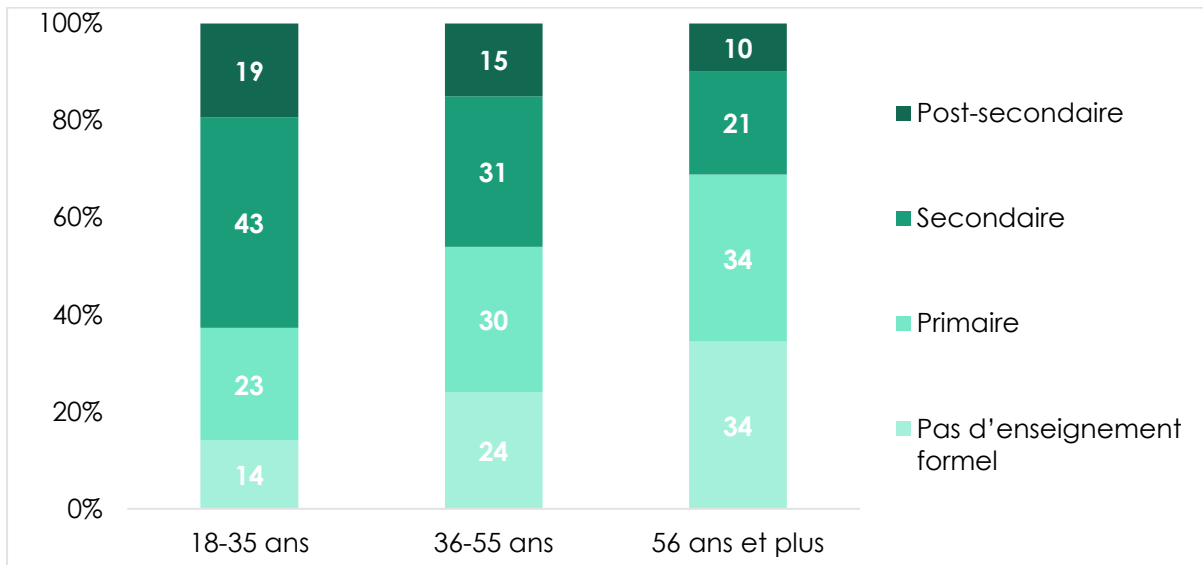
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par répondant)

La situation des jeunes : Plus instruits, moins employés

Si les jeunes sont plus susceptibles que les citoyens plus âgés de mentionner l'éducation comme un problème important, ils sont également plus susceptibles d'être instruits. La majorité (62%) des jeunes ont un niveau d'études secondaires ou post-secondaires, contre 46% et 31%, respectivement, pour les tranches d'âge intermédiaire et supérieure (Figure 3). Les jeunes affichent également la proportion la plus faible de personnes sans éducation formelle (14% contre 24% et 34%, respectivement, des groupes plus âgés).

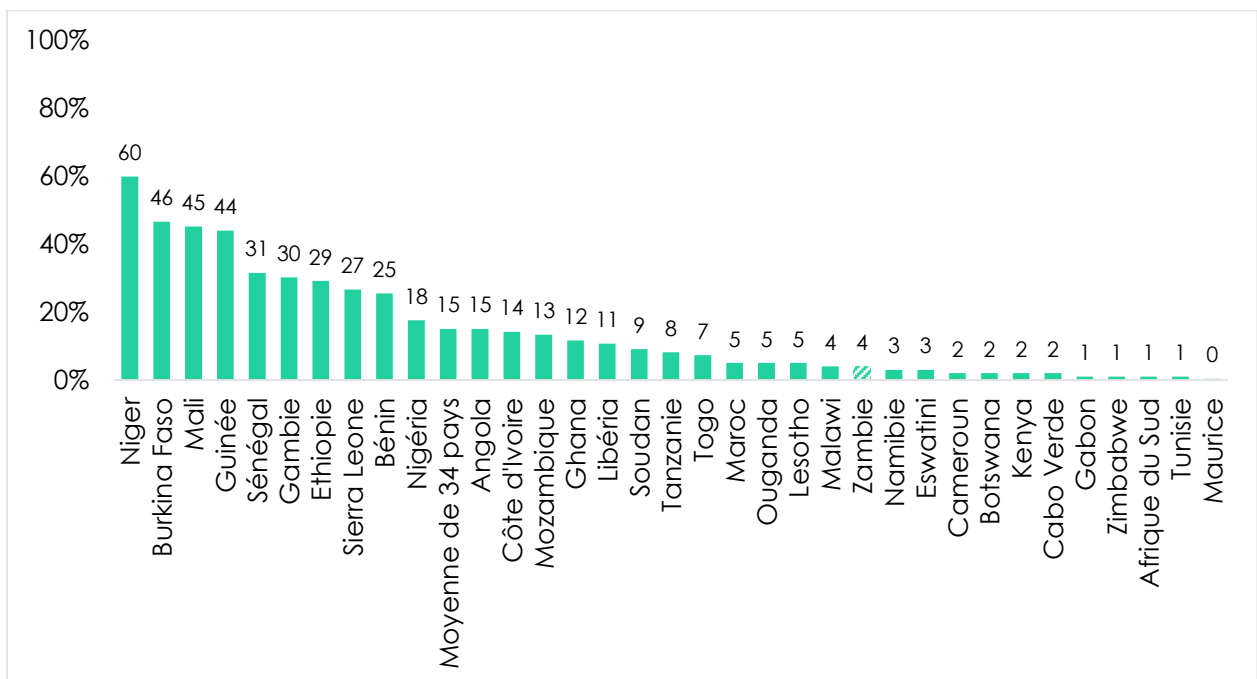
Derrière ces moyennes se cachent de grandes disparités au niveau pays. Alors que presque tous les jeunes à Maurice, en Tunisie, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Gabon ont été scolarisés, la majorité au Niger (60%) et presque la moitié des jeunes Burkinabè (46%), Maliens (45%) et Guinéens (44%) n'ont pas eu d'éducation formelle (Figure 4).

Figure 3 : Niveau d'instruction | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Figure 4 : Jeunesse sans enseignement formel | 34 pays | 2019/2021



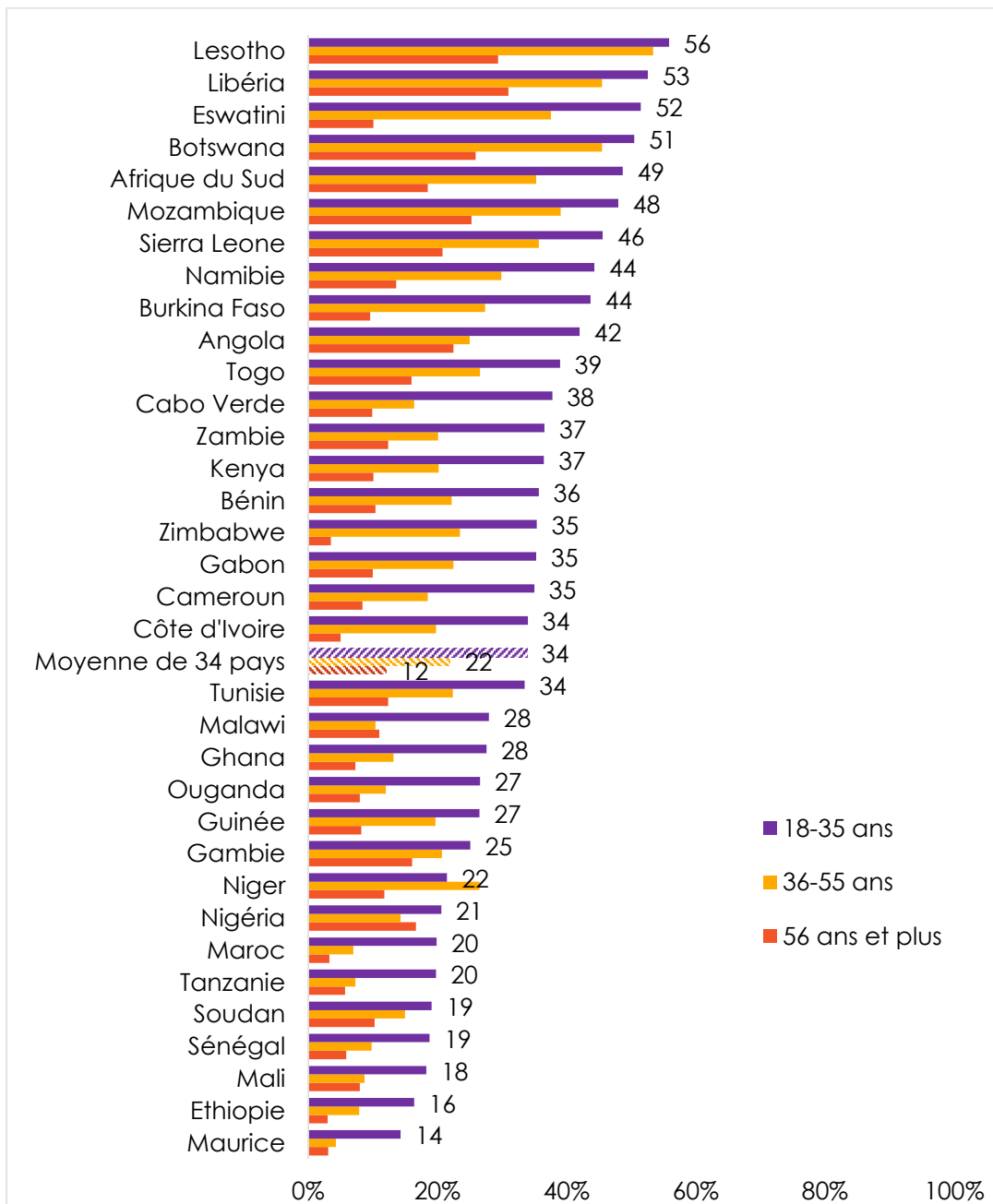
Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ? (% des répondants de 18-35 ans qui répondent « pas d'enseignement formel »)

Mais en dépit de leur avantage éducatif par rapport à leurs aînés, les jeunes sont également plus susceptibles d'être au chômage.

En moyenne dans 34 pays, un tiers aussi bien des jeunes hommes (33%) que des jeunes femmes (34%) sont sans emploi et en sont à la recherche, soit un taux de chômage considérablement plus élevé que dans les catégories d'âge moyenne (22%) et supérieure (12%) (Figure 5).

Ces taux de chômage (qui ne tiennent pas compte des citoyens qui ne sont pas à la recherche d'un emploi, tels que les étudiants, les personnes au foyer, et les personnes qui ont abandonné la recherche d'un emploi) sont les plus élevés chez les jeunes citoyens dans tous les pays sondés, à l'exception du Niger. Mais les taux varient considérablement d'un pays à l'autre, de moins d'un sur cinq jeunes à Maurice (14%), en Éthiopie (16%), au Mali (18%), au Sénégal (19%) et au Soudan (19%) à plus de la moitié au Lesotho (56%), au Libéria (53%), en Eswatini (52%) et au Botswana (51%).

Figure 5 : Sans emploi et à la recherche d'un emploi | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



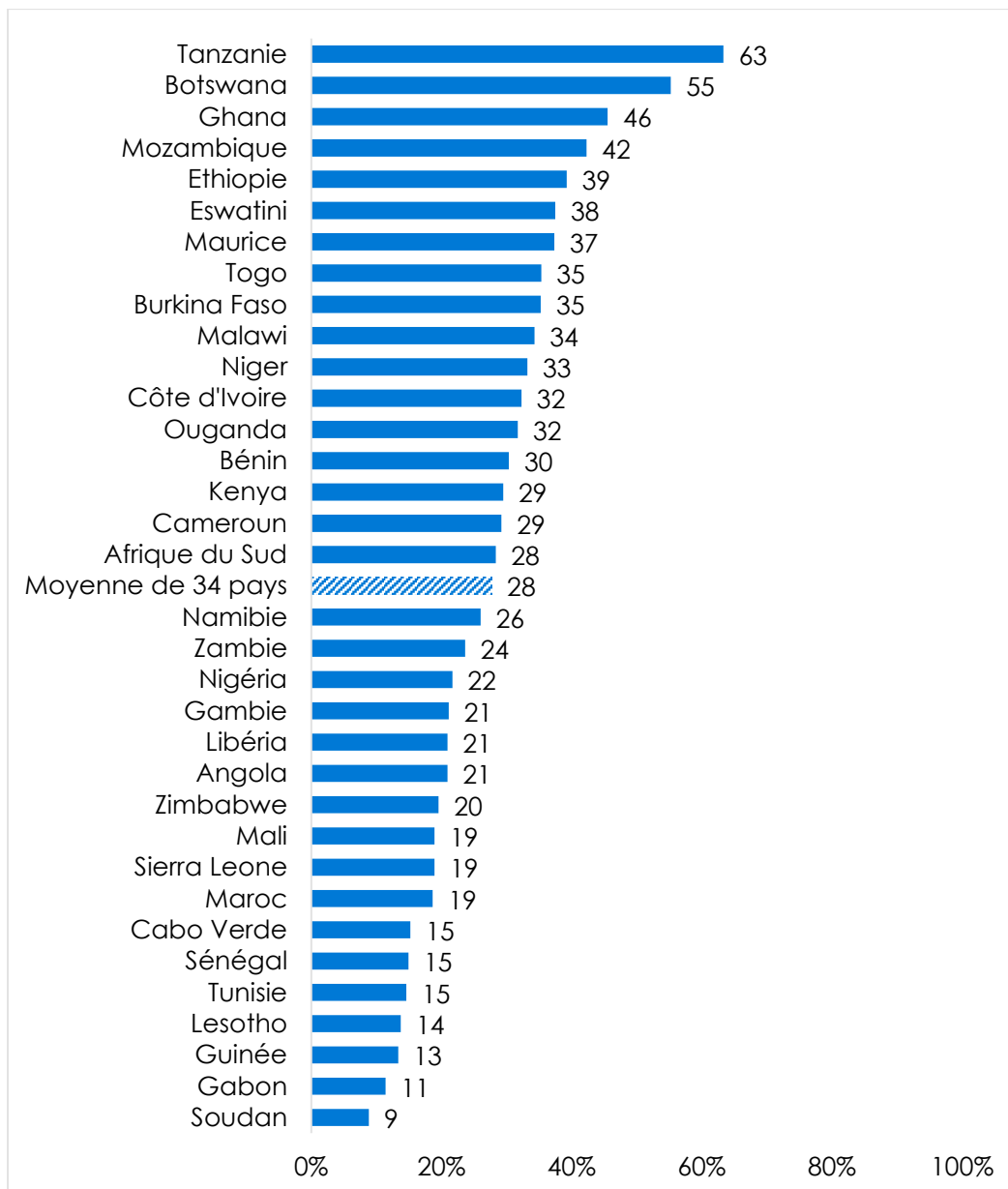
Question posée aux répondants : Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi ? (% qui répondent « non, mais à la recherche »)

Gouvernements incapables de satisfaire les besoins de la jeunesse africaine

Les pouvoirs publics font-ils ce qu'il faut pour relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes ? Moins de trois sur 10 Africains (28%) pensent que leur gouvernement affiche une performance « assez » ou « très » bonne pour ce qui est de la satisfaction des besoins des jeunes, dont seulement un Soudanais (9%) et un Gabonais (11%) sur 10 (Figure 6).

La Tanzanie (63%) et le Botswana (55%) sont les seuls pays sondés où des majorités offrent des évaluations favorables des performances de leur gouvernement en matière de jeunesse.

Figure 6 : Performance du gouvernement dans la prise en compte des besoins des jeunes | 34 pays | 2019/2021

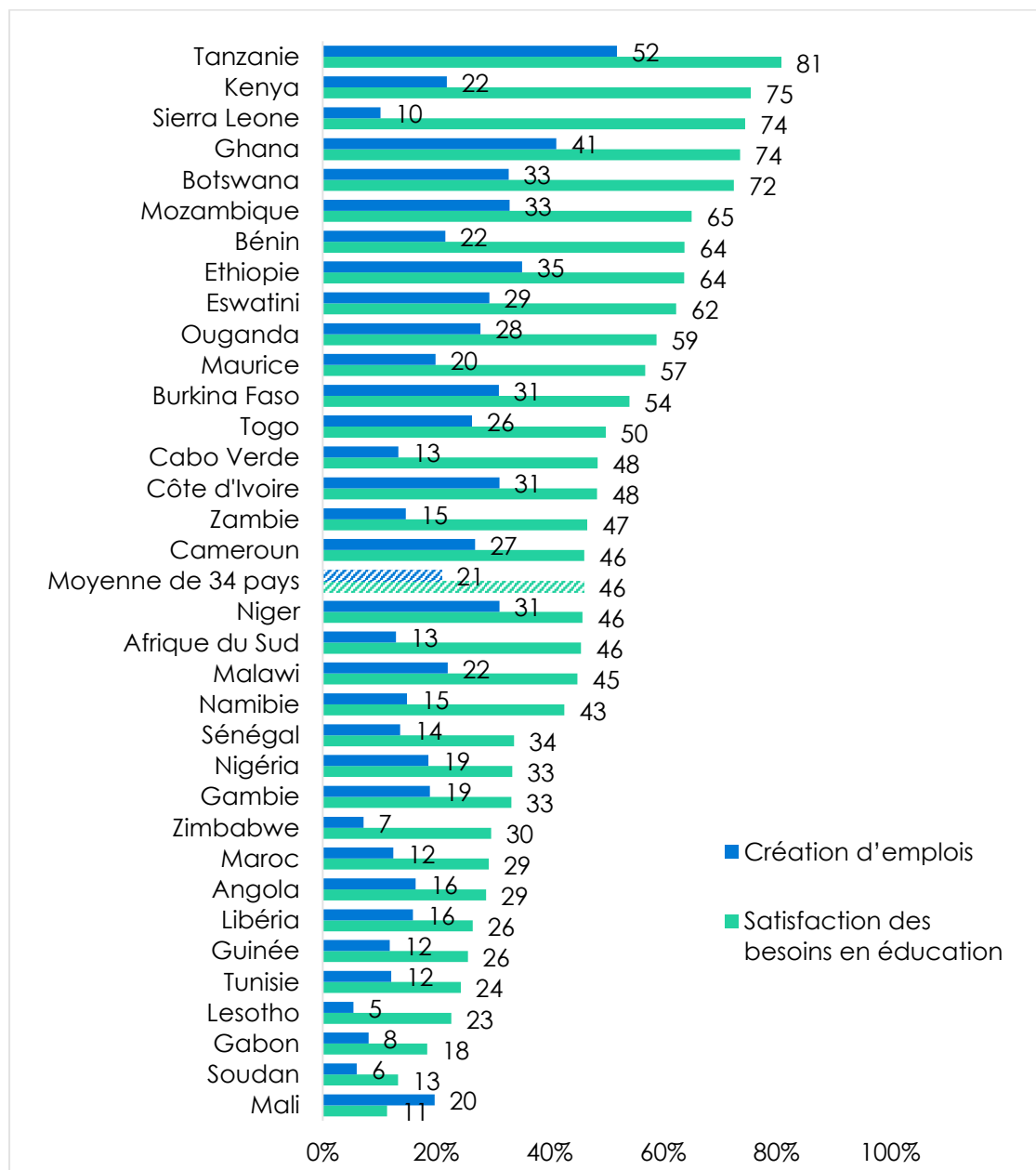


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Prise en compte des besoins des jeunes ? (% qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

En ce qui concerne le chômage, que les Africains de tous âges considèrent comme le problème le plus important de leur pays, seuls deux sur 10 répondants (21%) pensent que leur gouvernement affiche une performance « assez bonne » ou « très bonne » (Figure 7).

La Tanzanie est le seul pays sondé à approuver majoritairement (52%) les efforts du gouvernement en matière de création d'emplois, suivie du Ghana (41%) et de l'Éthiopie (35%). Moins d'un citoyen sur 10 approuve les efforts du gouvernement au Lesotho (5%), au Soudan (6%), au Zimbabwe (7%) et au Gabon (8%).

Figure 7 : Performance du gouvernement dans la création des emplois | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ? Création d'emplois ? (% qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Les évaluations des performances gouvernementales sont nettement meilleures, quoique peu exaltantes, en ce qui concerne la satisfaction des besoins en éducation. En moyenne, un peu moins de la moitié (46%) des répondants estiment que leur gouvernement réussit « assez bien » ou « très bien » dans ce domaine.

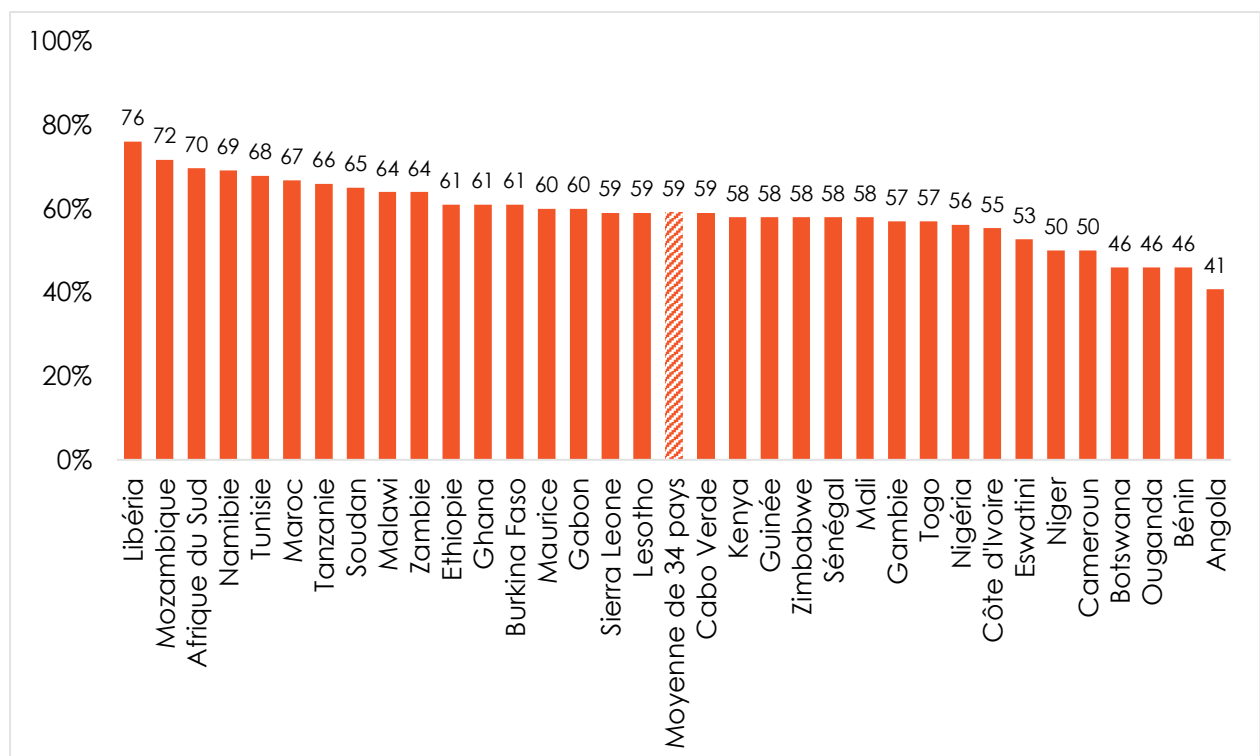
La Tanzanie se distingue à nouveau, avec 81% d'approbation. Le Kenya (75%), le Ghana (74%) et le Botswana (72%) affichent également d'excellentes performances en matière d'éducation. La Sierra Leone montre un contraste remarquable : Les trois quarts (74%) des citoyens attribuent au gouvernement la note de passage en matière d'éducation, mais un citoyen seulement sur 10 (10%) lui attribue la même note en matière de création d'emplois. Le Mali (11%), le Soudan (13%) et le Gabon (18%) affichent les taux d'approbation les plus médiocres en matière d'éducation. Le Mali est le seul pays dont le gouvernement obtient une meilleure évaluation pour la création d'emplois que pour l'éducation, un secteur pour lequel les 87% de désapprobation incluent 72% qui estiment la performance du gouvernement « très mauvaise ».

Sur ces mesures de la performance du gouvernement, en moyenne sur 34 pays, il n'y a pas de grandes disparités parmi les trois tranches d'âge.

Financement de la jeunesse africaine

La grande majorité (59%) des Africains déclarent qu'ils seraient prêts à payer plus d'impôts pour soutenir des programmes d'aide aux jeunes (Figure 8). Les jeunes citoyens sont les plus susceptibles d'être d'accord (61%), mais la majorité des personnes d'âge moyen (57%) et des personnes âgées (56%) soutiennent également cette idée.

Figure 8 : Soutien à une taxation plus forte en vue de financer les programmes d'aide à la jeunesse | 34 pays | 2019/2021

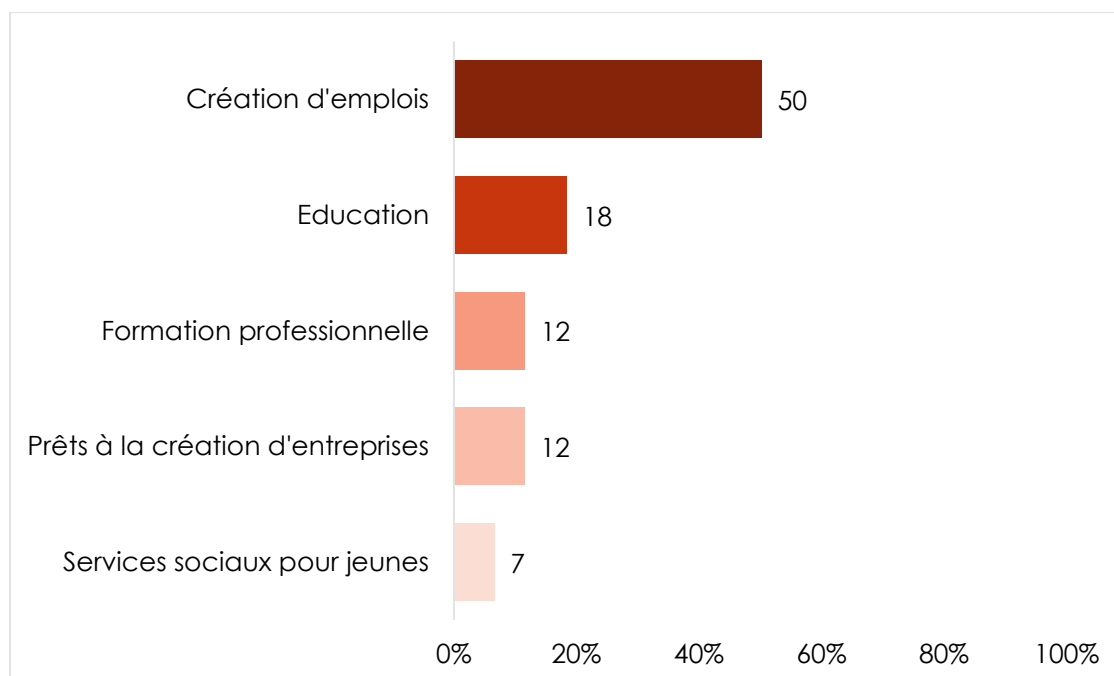


Question posée aux répondants : Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision ? (% qui répondent « quelque peu pour » ou « fortement pour »)

Au moins la moitié des citoyens sont « plutôt favorables » ou « tout à fait favorables » à une hausse des impôts pour financer les programmes en faveur de la jeunesse dans 30 des 34 pays, avec en tête le Libéria (76%), la Mozambique (72%) et l'Afrique du Sud (70%). Les opposants ne sont plus nombreux que les partisans qu'au Bénin (51% contre 46%), tandis que les citoyens sont à peu près également divisés en Angola, au Botswana et en Ouganda.

Si leur gouvernement pouvait effectivement accroître ses dépenses pour aider les jeunes, la création d'emplois (citée par 50% des répondants) serait la première priorité des Africains en termes d'investissements supplémentaires (Figure 9). L'éducation suit de loin (18%), suivie par d'autres programmes liés au travail – formation professionnelle (12%) et prêts aux entreprises (12%). Un répondant environ sur 20 (7%) seulement considèrent les services sociaux pour les jeunes comme une priorité absolue. Ces priorités sont sensiblement les mêmes pour toutes les tranches d'âge.

Figure 9 : Priorisation des investissements gouvernementaux en faveur de la jeunesse
 | 34 pays | 2019/2021

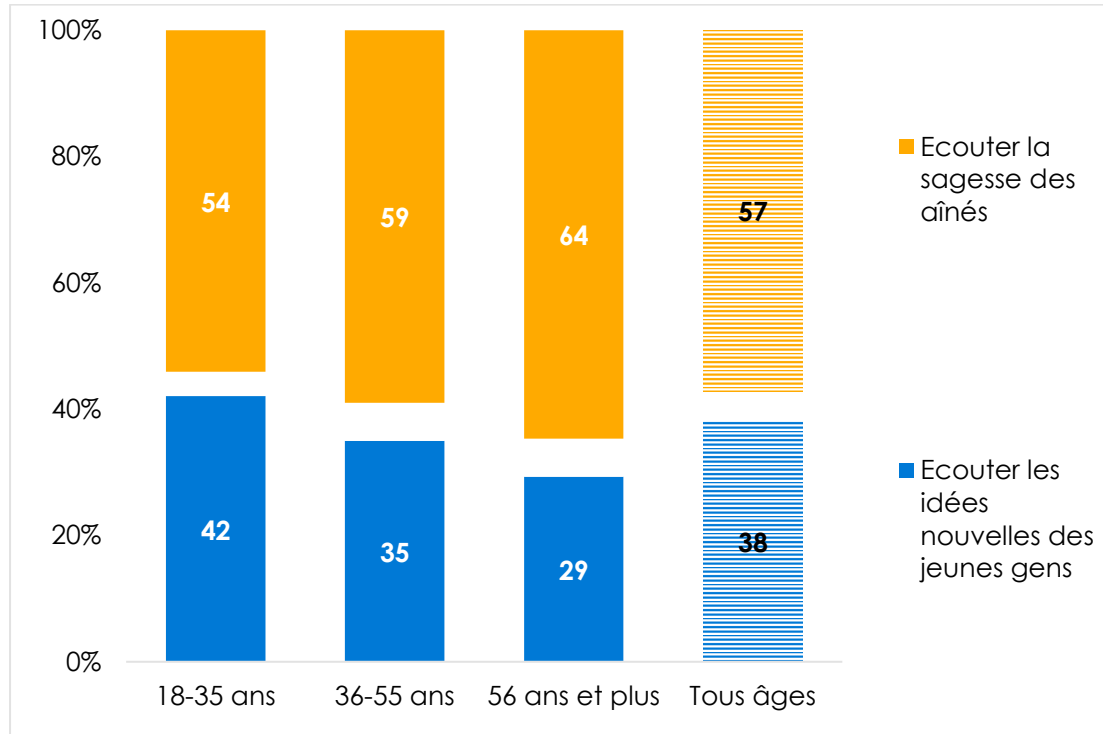


Question posée aux répondants : Si le gouvernement pouvait accroître ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, lequel des domaines suivants devrait être la plus haute priorité pour des investissements additionnels ?

Agents de changement : La jeunesse africaine dispose-t-elle d'une voix ?

En dépit des préoccupations relatives aux besoins non satisfaits des jeunes, la majorité des Africains considèrent les idées des jeunes secondaires par rapport à la sagesse des anciens. Presque six sur 10 répondants (57%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que pour que leur pays réussisse, « nous devrions écouter davantage la sagesse de nos aînés », alors que 38% seulement privilégient plutôt l'écoute « des idées nouvelles des jeunes » (Figure 10). Si les jeunes répondants sont quelque peu plus nombreux que leurs aînés à privilégier l'écoute des jeunes, ils accordent néanmoins une grande importance à la « sagesse » plutôt qu'aux idées novatrices (54% contre 42%).

Figure 10 : Idées novatrices des jeunes ou sagesse des aînés ? | par tranche d'âge
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.

Affirmation 2 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées novatrices des jeunes gens.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La Tunisie et le Maroc constituent deux exceptions notables, deux pays où les jeunes ont contribué à déclencher des mouvements de type Printemps Arabe il y a une décennie mais continuent de se débattre pour trouver des solutions au chômage et aux inégalités (Tung, 2020 ; Reguly, 2019 ; Gabsi, 2019 ; Köhler, 2021).

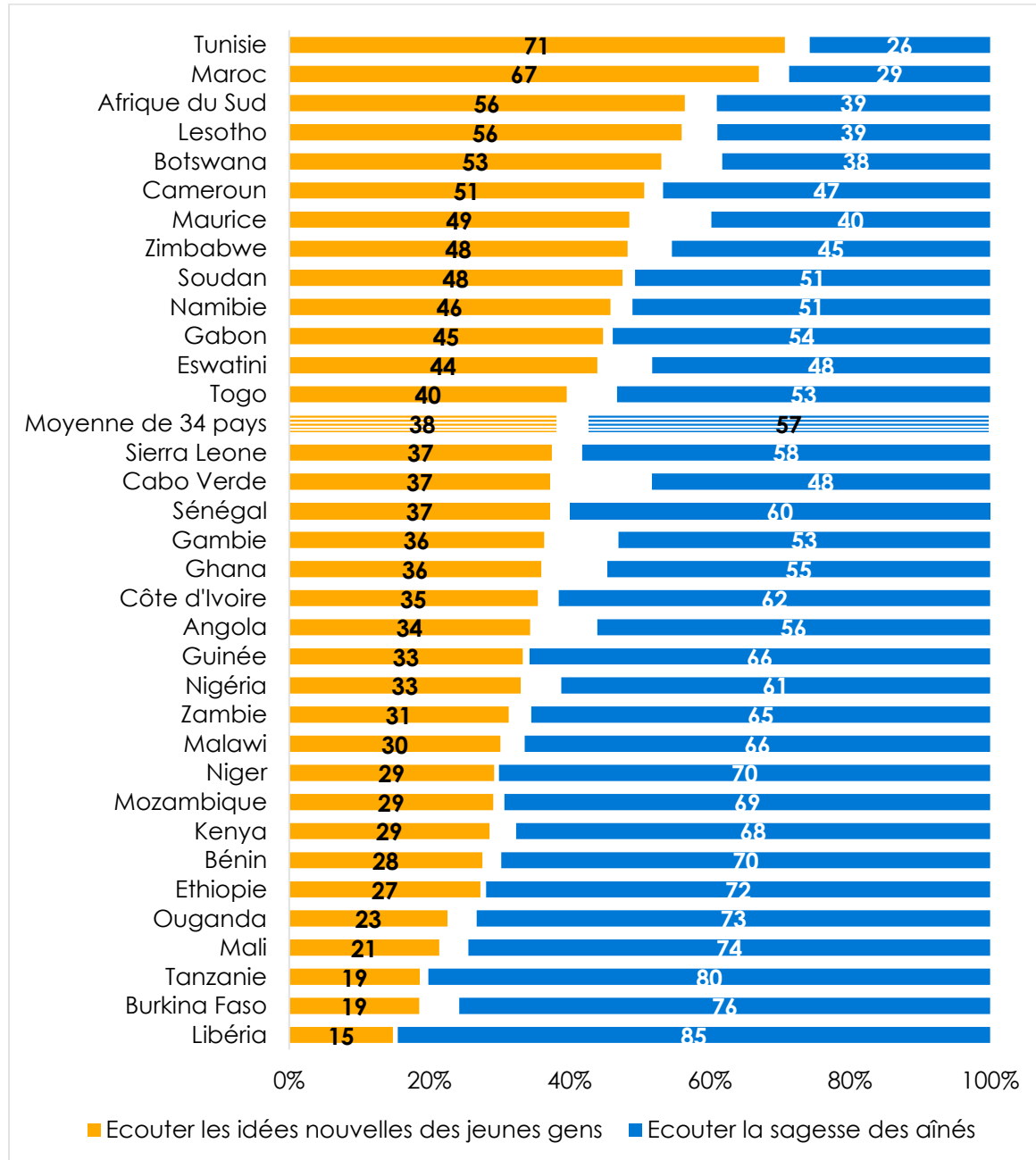
Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Quelques sept Tunisiens (71%) et Marocains (67%) sur 10 affirment que le pays devrait accorder une plus grande attention aux idées des jeunes (Figure 11).

L'Afrique du Sud (56%), le Lesotho (56%), le Botswana (53%) et le Cameroun (51%) sont les seuls autres pays où une majorité de répondants accordent la priorité aux idées des jeunes. Ailleurs, les aînés

surclassent les jeunes, avec une majorité écrasante au Libéria (85%), en Tanzanie (80%), au Burkina Faso (76%), au Mali (74%) et en Ouganda (73%).

Figure 11 : Idées novatrices des jeunes ou sagesse des aînés ? | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.
 Affirmation 2 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées novatrices des jeunes gens.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Mais la jeunesse africaine revendique-t-elle son droit à la parole ? Les résultats révèlent que, comme les jeunes d'autres régions du monde (Barrett, 2018), les jeunes d'Afrique ont tendance à moins participer à la plupart des formes d'action civique et d'engagement

politique. Les militants qui estiment qu'il est nécessaire que les jeunes s'expriment davantage pour résoudre les problèmes de leur pays peuvent trouver des possibilités de progrès en encourageant un plus grand engagement des jeunes dans les activités politiques et civiques.

Les écarts les plus importants sont observés au niveau du mode de participation démocratique le plus fondamental – et à certains égards le plus simple : le vote. Même en excluant les personnes qui étaient trop jeunes pour voter lors de la dernière élection nationale, nous observons que les 18-35 ans sont beaucoup plus susceptibles (35%) de n'avoir pas voté que les citoyens d'âge moyen (20%) et plus âgés (16%) (Figure 12). En fait, l'écart dépasse 30 points de pourcentage en Côte d'Ivoire (61% des jeunes en âge de voter déclarent n'avoir pas voté contre 26% des plus de 55 ans) et au Gabon (58% contre 24%).

La Sierra Leone constitue une exception intéressante, car les efforts de réconciliation déployés à la suite de la guerre civile y ont encouragé l'engagement civique des jeunes (Innovations in Civic Participation, 2021) ; seul un sur 10 des jeunes Sierra-Léonais (11%) déclarent n'avoir pas voté, contre 15% des plus de 55 ans. Les jeunes non-votants sont également peu fréquents à Maurice (14%), au Libéria (15%), en Guinée (17%) et en Tunisie (18%).

Les jeunes Africains sont également moins susceptibles de déclarer avoir assisté à une réunion communautaire au cours de l'année précédente (55% des jeunes contre 65% et 67% des tranches d'âge moyenne et plus âgée) ou s'être joints à d'autres personnes pour aborder un problème (51% contre 59% et 60% chez les citoyens d'âge moyen et plus âgés) (Figure 13). Ceci n'est pas nécessairement surprenant, étant donné que les deux actions impliquent souvent de traiter de questions familiales et communautaires qui pourraient être moins directement importantes pour les jeunes, dont beaucoup vivent peut-être encore avec des membres plus âgés de leur famille plutôt que dans leur propre ménage.

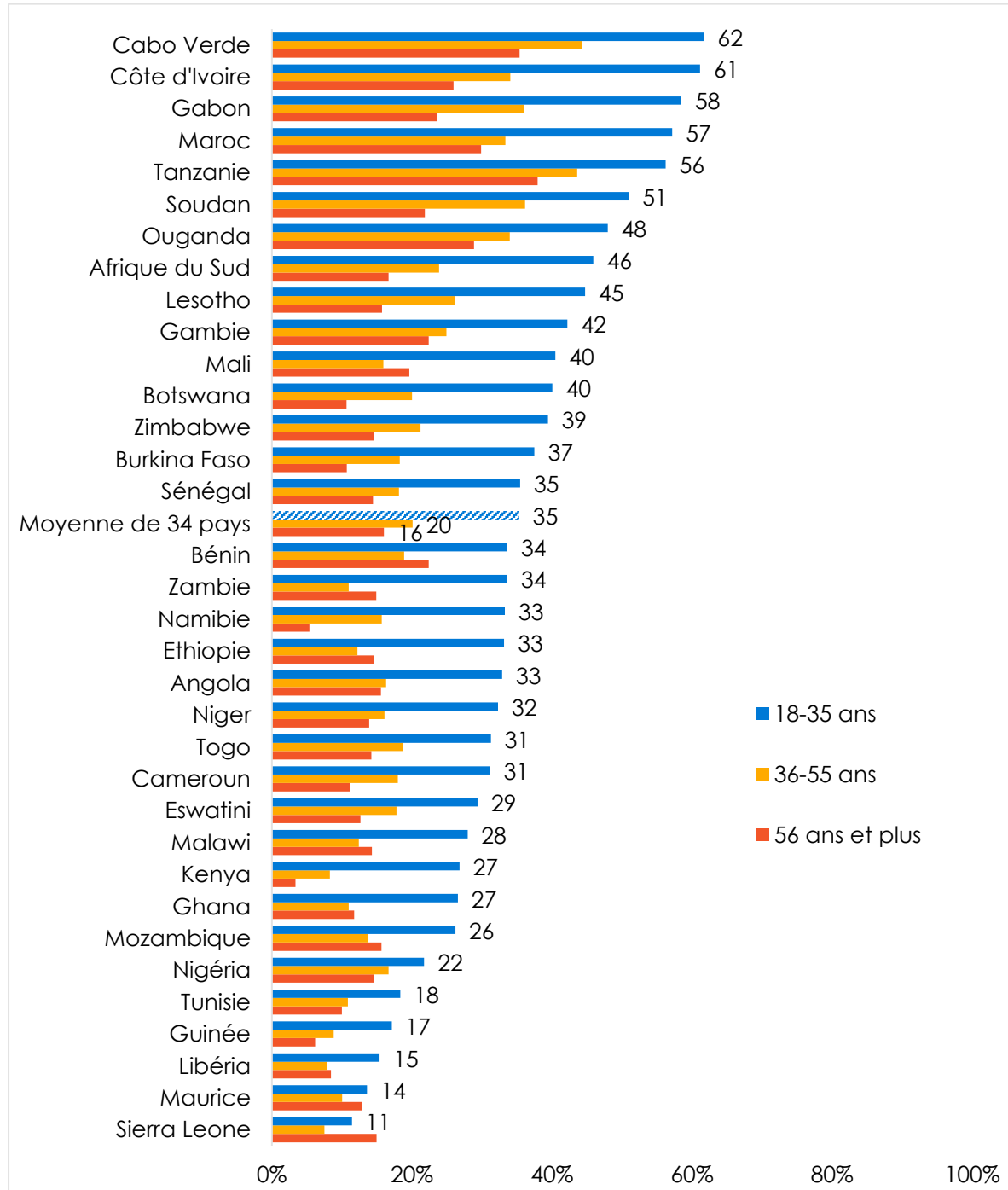
Toutefois, en ce qui concerne la participation à des manifestations ou à des protestations, les jeunes sont légèrement en tête (18% contre 15% et 14% dans les groupes plus âgés).

Les jeunes sont également à la traîne par rapport à leurs aînés pour ce qui est de contacter les dirigeants. Les jeunes adultes sont presque aussi susceptibles de contacter les responsables de partis politiques (17% chez les jeunes contre 20% chacun chez les répondants d'âge moyen et plus âgés) et les députés (11% contre 14% et 15%). Ils sont, cependant, moins susceptibles de contacter les conseillers des collectivités locales (20% contre 28% et 32%) et les chefs traditionnels (32% contre 39% et 42%).

Les taux de contact plus faibles chez les jeunes ne sont guère surprenants. Nombre d'entre eux ne sont pas encore confrontés aux mêmes défis de vie que leurs compatriotes plus âgés qui sont à la tête d'un ménage. Ils ont également eu moins de chances que leurs aînés de se constituer des réseaux et de nouer les liens sociaux et politiques qui facilitent les contacts.

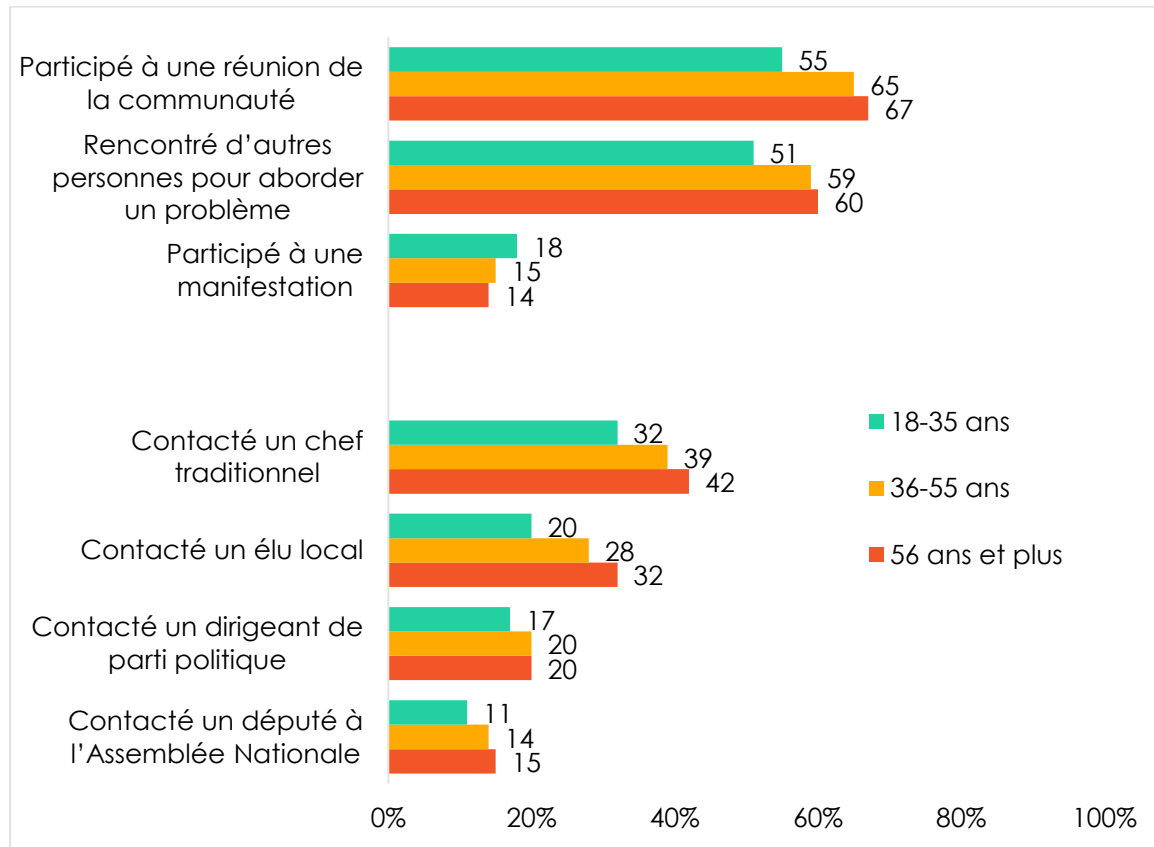
À certains égards, ces taux de contact sont assez révélateurs. Les taux de contact presque égaux avec les responsables de partis et les députés suggèrent que les jeunes et les personnes âgées sont tout aussi à l'aise – ou mal à l'aise – de contacter ces responsables pour discuter de leurs problèmes et demander de l'aide. En revanche, le grand écart observé dans les contacts avec les chefs traditionnels peut en partie refléter les types particuliers de règlements de problèmes que les chefs traditionnels pratiquent, qui tendent à se concentrer sur les conflits familiaux, patrimoniaux, et communautaires qui touchent probablement davantage les répondants plus âgés. Mais il peut également refléter des niveaux de confort très différents quant au fait de se tourner vers les autorités traditionnelles, plutôt que vers les députés ou d'autres dirigeants élus, pour obtenir de l'aide.

Figure 12 : N'a pas voté aux dernières élections | par tranche d'âge | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Lors des dernières élections nationales de [20xx], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou ne pouvez-vous pas vous rappeler si vous avez voté ? (% qui répondent « n'a pas voté », à l'exception des répondants qui étaient trop jeunes pour voter)

Figure 13 : Participation à des activités conduisant au changement | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants :

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois : Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

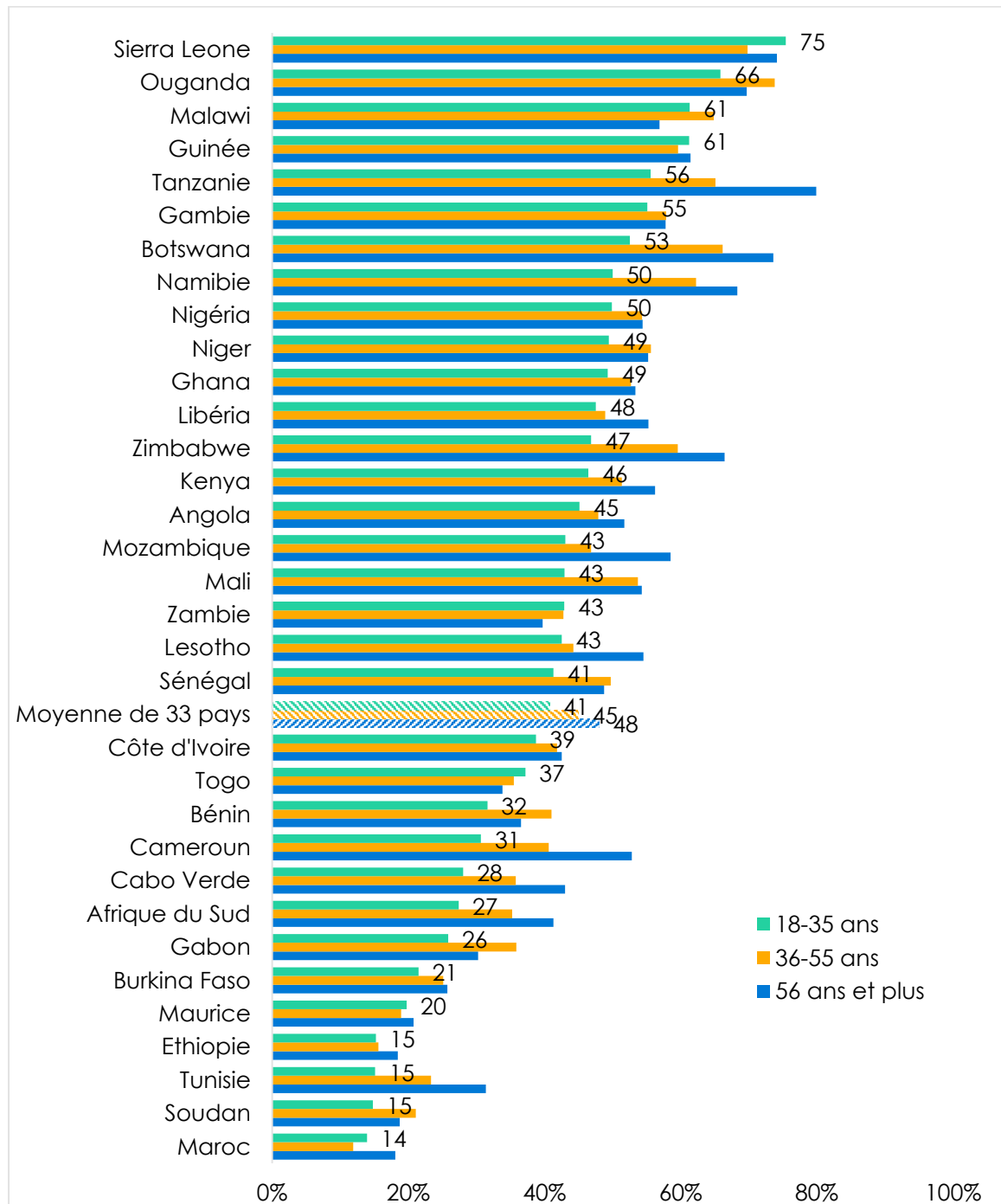
Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ? (% qui répondent « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)

Par ailleurs, les jeunes Africains sont quelque peu moins susceptibles que leurs aînés de s'identifier à un parti politique spécifique. Pourtant, en moyenne, quatre jeunes répondants sur 10 (41%) affirment se « sentir proches » d'un parti, contre 45% dans la tranche d'âge moyenne et 48% chez les répondants plus âgés (Figure 14).

Les jeunes de différents pays présentent des tendances très différentes en matière d'identification à un parti. De grandes majorités affirment se sentir proches d'un parti en Sierra Leone (75%), en Ouganda (66%), au Malawi (61%) et en Guinée (61%). Inversement, moins d'un sur cinq jeunes s'alignent derrière un parti au Maroc (14%), au Soudan (15%), en Tunisie (15%) et en Éthiopie (15%).

Le Malawi est le seul pays où les jeunes (61%) sont nettement (de plus de 3 points de pourcentage) plus susceptibles que les anciens (57%) de s'identifier à un parti politique. Dans certains pays, les jeunes sont distancés de plus de 20 points de pourcentage par la génération la plus âgée, notamment en Tanzanie (-24 points), au Cameroun (-22 points) et au Botswana (-21 points).

Figure 14 : Affiliation politique | par tranche d'âge | 33 pays* | 2019/2021



Question posée aux répondants : Vous sentez vous proche d'un quelconque parti politique ? (% « oui »)

* La question n'a pas été posée en Eswatini.

Conclusion

Il urge de relever les principaux défis auxquels les jeunes Africains sont confrontés pour devenir des citoyens responsables et productifs afin de parvenir à un développement inclusif et durable sur le continent. Si leurs progrès en matière d'éducation ne peuvent être égaux par leur capacité à trouver du travail et à assurer leurs moyens de subsistance, des sociétés

entières en paieront le prix. C'est pourquoi les jeunes ne sont pas les seuls à exhorter les gouvernements à poursuivre des politiques plus favorables aux jeunes. Leurs aînés sont d'accord. Les gouvernements peuvent tirer parti de la volonté affichée, dans toutes les tranches d'âge, pour engager davantage de ressources dans ce sens.

Mais les résultats d'Afrobarometer révèlent également que les idées des jeunes sont peu respectées, et que l'engagement des jeunes dans les processus politiques est faible. Dans un environnement où la concurrence est forte tant pour les ressources que pour l'espace politique, les jeunes ne peuvent pas seulement compter sur leurs aînés pour satisfaire leurs besoins. Ils doivent exiger, avec l'encouragement des gouvernements, des possibilités de représentation des jeunes et de dialogue intergénérationnel afin de garantir que les sociétés africaines soient « sans exclusive ».

Si les jeunes veulent se faire entendre plus énergiquement, la solution la plus simple consiste à tirer davantage parti de leur droit de vote. Mais ils peuvent également être encouragés à aller au-delà des élections occasionnelles et des protestations épisodiques pour s'engager plus durablement dans des actions de plaidoyer et des dialogues politiques, recourir à de nouveaux outils tels que l'activisme numérique qui peut pousser les jeunes à participer, et même à se présenter aux élections pour s'assurer que leurs opinions soient bien et régulièrement représentées dans les débats politiques qui les touchent le plus.

Références

- African Capacity Building Foundation. (2017). Youth unemployment in Africa: Capacity building and innovative strategies. Document hors-série No. 30.
- Barrett, M. (2018). Young people's civic and political engagement and global citizenship. *UN Chronicle*, 54(4), 44-46.
- Brookings. (2019). Africa youth leadership: Building local leaders to solve global challenges. 27 mars.
- Gabsi, Z. (2019). Tunisia's youth: Awakened identity and challenges post-Arab Spring. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 46(1), 68-87.
- Innovations in Civic Participation. (2021). Sierra Leone country profile.
- Kuwonu, F. (2017). Youth discontented with politics yet less likely to vie or even vote. Africa Renewal: Special Edition on Youth 2017.
- Mo Ibrahim Foundation. (2019). Africa's first challenge: The youth bulge stuck in 'waithood.' 10 juillet.
- Nations Unies. (2018). World youth report: Youth and the 2030 agenda for sustainable development. Département des Affaires Economiques et Sociales.
- Reguly, E. (2019). In Tunisia, a youth crisis threatens the Arab Spring's only successful revolution. Globe and Mail. 19 mars.
- Resnick, D., & Casale, D. (2011). The political participation of Africa's youth: Turnout, partisanship and protest. Document de Travail No. 136 d'Afrobarometer.
- Sanny, J. A.-N., Logan, C., & Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités : En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche No. 288 d'Afrobarometer.
- Tung, N. (2020). Tunisia's youth still struggle a decade after the uprising. NPR. 6 septembre.
- Union Africaine. (2006). Charte africaine de la jeunesse.
- Union Africaine. (2017). Youth participation and representation in governance and democratic processes in Africa. Communiqué de presse. 26 janvier.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Gildfred Boateng Asiamah est analyste de recherche au Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana). Email : g.asiamah@cddgh.org.

Ousmane Djiby Sambou est l'ancien coordinateur de la communication en Afrique francophone d'Afrobarometer. Email : osambou@afrobarometer.org.

Sadhiska Bhoojedhur est analyste de données à Island Living à Maurice. Email : sadhiska.bhoojedhur@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veillez visiter le www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 486 d'Afrobarometer | 3 novembre 2021